

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

Dossier Spécial

Développement Durable & RSE

L'ESSENTIEL

Tous les enjeux du changement climatique

Afrique Oxygène de l'Amazonie

La Planete terre dans la barre rouge

Gabon : Le pays est carbone-positif

Diplomatie climatique, le Gabon à l'honneur

La BDEAC vers un écodeveloppement durable autrement

One Forest Summit

1^{ER}-2 mars Gabon 2023



Le Gabon, pays précurseur dans la préservation des forêts

RSE



Brasseur et Pionnier du développement durable au Gabon!

RSE

COMMENT LE GABON PEUT-IL ETRE UN LEADER DU RECYCLAGE DES DECHETS PLASTIQUES ! ENGAGEMENT SOCIETAL DU SECTEUR PRIVE GABONAIS.

RSE

MARCHE DE CARBONE AU GABON



« Pleins succès aux organisateurs du One Forest Summit »

Félicitations aux autorités gabonaises à pied d'oeuvre, à Son Excellence l'Ambassadeur de France et à ses équipes
Bienvenue au Gabon à tous les invités et participants !!!

Philippe CHANDEZON
Directeur de publication de Economie Gabon Plus



LE PROGRAMME DU SOMMET

1^{ER} et 2 mars 2023

Hôtel Radisson Blu et palais présidentiel de Libreville

Types d'événements

- Sessions ministérielles :** coprésidées par les ministères, ouvertes à tous les participants
- Segment des chefs d'État et de gouvernement :** ouvert aux chefs d'État et de gouvernement et aux participants
- Événements annexes :** organisés par des tiers : ouverts à tous les participants
- Événements à huis clos :** sur invitation uniquement

1^{ER} MARS

Journée réunissant ministres, société civile et experts

Hôtel Radisson Blu

Matin

9 h 30-10 h : Session introductive par les ministres Lee White et Chrysoûla Zacharopoulou

PROMOUVOIR LA COOPÉRATION SCIENTIFIQUE SUR LES FORÊTS TROPICALES

10 h 15-11 h 45 : **One Forest Vision**
Partie 1 - Progrès en matière de surveillance des forêts tropicales : nouvelles approches pour l'observation, le suivi et la gestion des données

12 h-13 h 30 : **One Forest Vision**
Partie 2 - Besoins en matière de gouvernance, de partenariat, de formation et de recherche pour une plateforme de données équitables

PROMOUVOIR LES CHAINES DE VALEUR DURABLES

10 h 15-11 h 45 : **L'exploitation durable des forêts et la valorisation du bois**
Gestion durable des forêts, bois pour la construction et l'énergie

12 h-13 h 30 : **Atelier sur l'agroforesterie et le revenu décent des producteurs**
Exemple des industries du cacao et du café

DÉBLOQUER DES SOURCES DE FINANCEMENTS INNOVANTS

10 h 15-11 h 45 : **Les instruments fondés sur le marché au service du climat, de la nature et des peuples**
Rapport sur les mécanismes de financements innovants sous la direction de l'IFM

12 h-13 h 30 : **Une coalition d'acteurs pour développer des crédits carbone à haute valeur environnementale**

SIDE EVENT

12 h-13 h 30 : **Coalition pour le Bassin du Congo**
Soutenir les efforts de conservation dans le Bassin du Congo
Organisé par WWF

ÉVÉNEMENTS À HUIS CLOS

12 h-13 h 30 : **Comité d'orientation stratégique de la Coalition internationale « Corridors de biodiversité en Afrique »**
Organisé par Climate Chance

13 h 30-15 h : **Déjeuner ministériel suivi de la COP15 :** mettre en œuvre le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal

12



Après-midi

PROMOUVOIR LA COOPÉRATION SCIENTIFIQUE SUR LES FORÊTS TROPICALES

15 h-16 h 30 : **Les espèces parapluies des forêts tropicales et leur lien avec le patrimoine naturel et culturel de l'humanité**

16 h 45-18 h 15 : **Lutter contre la déforestation pour prévenir les zoonoses**
Prévention de l'émergence des maladies zoonotiques (PREZOOE)

PROMOUVOIR LES CHAINES DE VALEUR DURABLES

15 h-16 h 30 : **Atelier sur la traçabilité, clé de voûte de la durabilité**
Outils de traçabilité et enjeux de la réglementation européenne

16 h 45-18 h 15 : **Atelier sur l'utilisation durable des ressources forestières**
Le cas de l'industrie cosmétique et pharmaceutique

DÉBLOQUER DES SOURCES DE FINANCEMENTS INNOVANTS

15 h-16 h 30 : **Tirer parti des mécanismes de financements innovants pour la nature**
Échanges dette-nature, obligations forestières, paiement des services écosystémiques, certificats de biodiversité, etc.

SIDE EVENTS

15 h-16 h 30 : **Connectivité écologique et compensation : une opportunité de reconquête de la biodiversité ?**
Organisé par Climate Chance

16 h 45-18 h 15 : **« The Mangrove Breakthrough » au One Forest Summit**
Organisé par les UN Climate Champions

16 h 45-18 h 15 : **Partenariats public-privé responsables en milieu tropical**
Organisé par Meridiam et FGIS

ÉVÉNEMENT À HUIS CLOS

16 h 45-18 h 15 : **Réunion ministérielle avec des représentants du One Forest Youth Forum**

Soirée : À confirmer

13

→ 420 millions d'hectares de forêts, soit une superficie supérieure à celle de l'Union européenne, ont été perdus en raison de la déforestation entre 1990 et 2020²⁰

FINANCER UNE GESTION DURABLE

→ Une quarantaine de nouveaux fonds fiduciaires pour la conservation ont été créés depuis 2010, rejoignant 68 fonds de ce type déjà constitués. De nombreux fonds climatiques nationaux offrent des fenêtres qui peuvent soutenir le secteur forestier²¹.

→ Le financement total de la préservation et de la gestion durable des forêts tropicales doit être multiplié par trois d'ici à 2030 et par quatre d'ici à 2050 pour que le monde atteigne les objectifs de neutralité en matière de climat, de biodiversité et de dégradation des terres, soit une estimation de 203 milliards USD par an d'ici à 2050²².

→ L'arrêt de la déforestation pourrait permettre d'éviter de manière rentable l'émission d'environ 3,6 Gt de CO₂ par an entre 2020 et 2050, ce qui équivaut à 14 % des mesures d'atténuation supplémentaires nécessaires d'ici 2030 pour maintenir le réchauffement planétaire en deçà de 1,5 °C²³.

DES PROGRÈS DANS LA GESTION DURABLE/PRÉSERVATION DES FORÊTS DÉJÀ TANGIBLES

→ La région du bassin du Congo a connu une effervescence de créations d'aires protégées dans les années 1990. Aujourd'hui, elle compte 206 réserves occupant 799 000 km² soit 14,8 % de ses terres et 5 % de la zone économique exclusive marine des pays d'Afrique centrale²⁴.

→ La réduction de la déforestation se situe entre 73 % et 77 % dans les aires protégées du bassin du Congo²⁵.

→ Au Gabon, où 44 % du territoire forestier est couvert par des concessions de gestion durable, le taux de déforestation n'a pas dépassé 0,04 % par an entre 2000 et 2010²⁶.

→ « Le taux de déforestation est aujourd'hui dix fois moins élevé dans le bassin du Congo qu'en Amazonie. Et la région abrite la majorité des concessions de forêts tropicales certifiées FSC » : Christophe du Castel, AFD²⁷.

→ Entre 2010 et 2020, les forêts amazoniennes ont perdu 3 % de leur surface soit deux fois moins que pendant la décennie précédente²⁸.

→ En Amérique du Sud, 31 % des forêts se trouvent à l'intérieur d'aires protégées²⁹.

20. Le Monde | lemonde.fr/planete/issue/2021/10/29/le-bassin-du-congo-deuxieme-puits-de-carbone-du-monde-entre-preservation-et-exploitation_6100375_3244.html

21. AFD | afd.fr/ressources/etude-devaluation-impact-des-modes-de-gestion-forestiere-sur-le-couvert-forestier-dans-le-bassin-du-congo

22. OFAC | observatoire-comifac.net/publications/edf/2015

23. AFD | afd.fr/actualites/30-ans-action-afd-pour-forets-du-bassin-du-congo

24. IRD, CIRAD | id.files/forets-tropicales-humides-avenir-de-la-planete

25. IRD, CIRAD | https://www.ird.fr/files/forets-tropicales-humides-avenir-de-la-planete

16. FAO | fao.org/3/a9625en/a9625en.pdf

17. FAO | fao.org/documents/card/en/c/a9642en

18. FAO | fao.org/documents/card/en/c/a9642en

19. FAO | fao.org/documents/card/en/c/a9642en

14

SOMMAIRE N°103

DEVELOPPEMENT DURABLE - CHANGEMENT CLIMATIQUE	Lire p. 4-5
L'AFRIQUE DANS LE CONCERT DES REVOLUTIONS CLIMATIQUES POSITIVES	Lire p. 6
GABON : LE PAYS EST CARBONE-POSITIF	Lire p. 10
LE GABON ET LA FRANCE S'UNISSENT POUR SAUVER LES POUMONS MONDIAUX	Lire p. 11
DIPLOMATIE CLIMATIQUE	Lire p. 12
LE GABON EN HONNEUR	Lire p. 13
ENGAGEMENT SOCIÉTAL DU SECTEUR PRIVÉ GABONAIS.	Lire p. 14
COMMENT LE GABON PEUT-IL ÊTRE UN LEADER DU RECYCLAGE DES DÉCHETS PLASTIQUES !	Lire p. 15
COMPTES MONDIAUX DU CARBONE	Lire p. 16
CERTIFICAT DE LEGALITÉ LegalSourceTM	Lire p. 17
BILAN MONDIAL DE LA FINANCE CLIMAT 2022	Lire p. 18
LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ÉTATS D'AFRIQUE CENTRALE (BDEAC) VERS UN ECODEVELOPPEMENT DURABLE AUTREMENT	Lire p. 19
AIDER LES PAYS LES PLUS VULNERABLES EST UN IMPÉRATIF MAJEUR	Lire p. 20
MARCHÉ DE CARBONE AU GABON	Lire p. 21

Directeur de la publication

Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 (0) 65 31 70 00

Chef éditorialiste

Anna KANE
kane.anna@gmail.com
Cel. : +241 77 98 11 08

Publicité & marketing :

241 (0) 11 73 18 80
servicecommercial@economiegabonplus.com

Directeur artistique & infographie

Lionel PEMBA MENSAH
Cel. : +241 65 69 30 63

Informations légales

MEDIAGAB Société éditrice de :
Economie Gabon+
RCC N°RG LBV 2019B22899
Numéro statistique : 47809 P
Récépissé de déclaration de constitution
d'un organe de presse:
N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

Régie publicitaire :

MEDIAGAB
Tél: +241 (0) 11 73 18 80

Siège social

4294 Bd de la Nation Bord de mer -
Libreville Immeuble BICP, BP 4562
Libreville- Gabon
Tél. +241 (0) 11 44 11 62

Site Internet : www.economiegabonplus.com
Facebook : facebook.com/economiegabon.plus
Twitter : twitter.com/EconomieGabon
LinkedIn : linkedin.com/in/economiegabonplus



Édito

ONE FOREST SUMMIT

Un sommet sous le triptyque Financement / Recherche / Diplomatie

Aujourd'hui, la structuration d'un plan de financement climatique est d'une urgente nécessité. Les conséquences irréversibles du réchauffement climatiques se font de plus en plus sentir à l'échelle mondiale : disparition des espèces, catastrophes naturelles, montée des eaux, pauvreté, migrations, perte de récoltes, des mots qui résonnent aux quatre coins du globe.

Une situation qui donne à ce sommet sa pertinence, dès lors que sont inscrits à l'ordre du jour, les thématiques idoines que sont la promotion de coopérations scientifiques sur les forêts tropicales, le développement de chaînes de valeur durables et la mise en œuvre de mécanismes de financements nouveaux.

Du choix du Gabon : Depuis plus d'une décennie, le Gabon se prépare à l'après-pétrole en adoptant un modèle économique alliant développement industriel et gestion durable. Le pays est un exemple parfait par son engagement et sa politique de préservation de la biodiversité. Il regorge en plus, de forêts primaires, de mangroves, de tourbières, ainsi que des espaces qui représentent à l'échelle mondiale 15 % de la surface du globe, soit 75 % du carbone de plus de 90 % des espèces vertébrées. Ce qui participe à contenir le réchauffement climatique et sauver notre biodiversité.

En novembre 2022, Son Excellence Monsieur le président de la République Ali Bongo Ondimba, avait relevé la typologie du Bassin Ogooué Congo qui stocke près de dix ans d'émissions mondiales de carbone. Avec des forêts costaudes, c'est-à-dire plus résistantes au changement climatique que les autres grands bassins forestiers, ce qui en fait le poumon le plus sain de la planète.

Le Président Ali Bongo Ondimba : Un homme engagé pour porter la lutte contre le changement climatique au sein du Bassin Ogooué Congo, souvent appelé le deuxième poumon de la planète.

La rédaction

Aux journalistes, pigistes, infographes, webmasters, techniciens, non sans oublier la collaboration de hautes compétences de nos Experts rompus aux questions de l'heure, celles-ci relatives à l'environnement, à la biodiversité et au développement durable...

Etaient aux avant-postes :

au Dr. Honoré TABUNA : Commissaire à la CEEAC.

à Mr Guy DJOMBE : Chef de la division Environnement et développement durable de la BDEAC

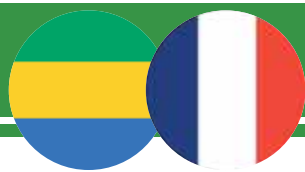
à Mme Alida Nephtalie MITOGHO : Expert en diplomatie environnementale et climatique

à Mr Louis Léandre EBOBOLA TSIBAH : Expert environnement et développement durable.

Merci à tous !!!

Vous avez rendu possible la réalisation de ce numéro

Anna KANE
Chef de projets éditorialistes



DEVELOPPEMENT DURABLE CHANGEMENT CLIMATIQUE

One Forest Summit

1^{er}-2 mars Gabon 2023

CLIMAT



**Louis Léandre
EBOBOLA TSIBAH**

Expert Environnement et
Développement durable

Il est toujours difficile de parler de soi, à plus forte raison quand on a fait tant de choses dans sa vie. Pour faire court, on retiendra que mon parcours académique m'a conduit à faire des études de géographie politique à l'Université Omar Bongo puis d'environnement, d'aménagement du territoire et développement durable à Toulouse II. J'ai également suivi une formation professionnelle d'Administrateur des Affaires Maritimes au Centre d'Information et de Documentation des Affaires Maritimes de Bordeaux (CIDAM). Mon parcours professionnel commence à la Direction Générale de la Marine Marchande, en qualité de chargé d'Etudes, puis deux fois Directeur technique. C'est à la Direction Générale de l'Environnement que j'ai écrit les plus belles pages de ma carrière. Au bout de onze, j'ai été trois ans Directeur Général adjoint avant d'être promu Directeur Général, poste que j'ai occupé huit ans durant. J'ai parcouru le monde et représenté mon pays, l'Afrique centrale et même le continent sur des questions d'environnement et de développement durable. Déchargé de toute fonction administrative depuis cinq ans, je me consacre entièrement au consulting aussi bien au niveau national qu'international.



Tous les enjeux du changement climatique Round-Up avec : **Louis Léandre EBOBOLA TSIBAH**

De plus en plus d'études récentes montrent que la température terrestre est en constante élévation. On parle de gaz à effet de serre. Les données avancées alimentent un débat devenu de plus en plus complexe et parfois incompréhensible pour les non spécialistes.

ECONOMIE GABON +

Qu'est-ce qui est à l'origine de cette situation ? Que se passe-t-il réellement ?

L'être humain court à sa propre perte. Il est le principal responsable des graves atteintes à la nature. En effet, les activités humaines sont à l'origine de nombreux polluants qui perturbent les écosystèmes et affectent dangereusement nombre d'espèces. Au sein de chaque milieu naturel, il existe de nombreuses relations entre les populations. Toute modification peut logiquement s'accompagner de conséquences importantes, parfois dramatiques, difficile à prévoir tant les interactions sont complexes.

Qu'il s'agisse des écosystèmes marins ou aquatiques, forestiers, de la qualité de l'air et de l'intégrité des sols, la menace est répandue au quatre coin de la planète et la vie de milliards d'individus se trouve sé-

rieusement affectée. Le sixième rapport d'évaluation du Groupe Intergouvernemental des Etudes sur le Climat (GIEC) paru en 2022 confirme, une fois de plus, les graves atteintes à l'environnement et les menaces qu'elles font peser sur l'humanité. En dépit de tous les signaux d'alarme, l'homme continue quand même à modifier les équilibres naturels au gré de ses propres intérêts.

En cours de SVT, on apprend aux jeunes élèves que l'atmosphère laisse passer environ 2/3 du rayonnement solaire qui chauffe la surface terrestre. La surface chauffée réémet vers l'atmosphère des rayonnements de longueur d'ondes différentes, correspondant à des infrarouges.

A la différence des radiations solaires parvenus jusqu'à la surface de la terre, ces rayons infrarouges réémis peuvent être piégés, c'est-à-dire absorbés, par certains constituant de l'atmosphère. L'énergie des rayons est alors conservée, ce qui accroît la température de la basse atmosphère.

L'effet de serre est donc un phénomène naturel. Il est appelé ainsi par analogie avec ce qui se passe dans une serre dont les parois vitrées arrêtent les radiations infrarouges émises par le sol.

Il participe de façon prépondérante à l'équilibre thermique de la planète. Les gaz à effet de serre sont des gaz susceptibles d'absorber les rayonnements infrarouges réémis par la surface terrestre.



Les principaux gaz à effet de serre sont la vapeur d'eau, le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), les oxydes d'azotes (N₂O), les chlorofluorocarbones (CFC) et l'ozone stratosphérique. La participation des différents constituants à l'effet de serre dépend de leur concentration et de leur propriété physicochimiques d'absorption des infrarouges émis par le sol.

Les concentrations en CO₂ et en CH₄ sont aujourd'hui plus élevées que jamais. Du fait de leur temps de décroissance, leur influence sur l'effet de serre peut s'étendre sur plusieurs décennies, donc des générations entières. Il faut noter qu'à masse égale, tous les autres gaz précédemment cités ont des capacités d'absorption égales à 20, 50 voire 5.000 fois celle du CO₂ qui focalise l'attention. Les scientifiques admettent que sans l'effet de serre, la température moyenne sur terre s'établirait à -18° C. Le monde existerait probablement. Mais dans quel état la planète serait-elle ?

Jacques Chirac, ancien Président français avait dit, je le cite : « Notre maison brûle mais nous regardons ailleurs ».

ECONOMIE GABON +

Continuons-nous toujours à regarder ailleurs ?

Les propos du Président Chirac sont d'une sagesse inébranlable et continueront à voyager dans le temps, tant que des efforts conséquents ne seront pas faits pour éviter le drame vers lequel nous nous dirigeons inexorablement. Trois facteurs à mon sens constituent quelques sources de blocages dans les négociations officielles relatives au changement climatique. Le premier c'est le niveau d'engagement des pays développés, le second est symbolisé par les attentes des pays en développement et le dernier est caractérisé par les incertitudes scientifiques.

Pour le premier point, on peut noter que sous la pression de leurs opinions publiques devenues très sensibles à l'écologie, les pays industrialisés, principaux pollueurs, s'efforcent à promouvoir des réglementations pour limiter les atteintes à l'environnement. Leur richesse et leur maîtrise technologique permettent la mise en place de nouvelles techniques de production ou de produits de substitution, qui réduisent les rejets des polluants sans réellement affecter les modes de vie.

Face à eux, les pays en développement estiment n'avoir que peu de responsabilité sur certaines évolutions, comme l'accroissement de l'effet de serre ou de la dégradation de la couche d'ozone. Confrontés par ailleurs à des difficultés financières, ils ont naturellement pour souci majeur la croissance économique, même au prix d'une profonde dégradation de l'environnement. La prise en compte des aspects écologiques ne peut se faire qu'avec l'assistance financière et technique des pays développés, assistance dont la mise en place est des plus laborieuses. Enfin, les incertitudes scientifiques qui existent dans bien des domaines fournissent parfois des arguments contradictoires qui ne facilitent pas la prise de décision.

La gouvernance environnementale a beaucoup évolué depuis Stockholm 1972 jusqu'à nos jours. En effet, la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en 1992. Elle a été l'occasion d'ouvrir à la signature deux importantes conventions, l'une sur la préservation de la diversité biologique et l'autre sur les changements climatiques. Vingt ans plus tard, toujours à Rio, le monde entier a adopté les 17 objectifs de développement durable en vue d'éradiquer certains fléaux qui menacent la vie sur terre et de permettre l'avènement d'un monde meilleur à l'horizon 2030.

Des conférences, dans le cadre des deux Traités précédemment cités réunissent, chaque année pour les changements climatiques et tous les deux ans pour la diversité biologique, les Etats parties ainsi que diverses autres parties prenantes. D'une conférence à une autre, l'impression qui se dégage est toujours la même.

Tout le monde semble conscient de l'état de la planète. Malheureusement, les déclarations d'intention l'emportent très souvent sur la prise de décisions fermes. Toute chose qui met à la lumière du jour les approches divergentes des différents pays.

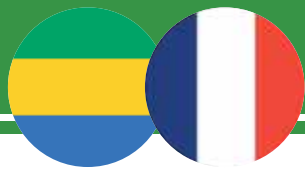


ECONOMIE GABON +

Pensez-vous qu'à l'instar de l'Union Européenne, les pays du Bassin du Congo devraient eux-aussi mettre en place un marché du carbone ?

Rappelons qu'un crédit carbone est une unité équivalente à une tonne de CO₂ évitée ou séquestrée. Par exemple, un projet de plantation d'arbres qui permettra de séquestrer 10.000 tonnes de CO₂ pourrait donner lieu à l'attribution de 10.000 crédits carbone s'il respecte les critères nécessaires. Il en sera de même pour un projet de gestion de déchets ménagers qui permettrait d'éviter l'émission de la même quantité de CO₂.

La création des crédits carbone est consacrée par le Protocole de Kyoto, un Traité qui fait suite à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement climatique ouvert à signature à Rio en 1992. Entré en vigueur depuis 2005, le Protocole vise à définir, pour chaque nation industrialisée, des limites strictes d'émissions de gaz à effet de serre, et la mise en place d'un mécanisme facilitant la déclaration, l'échange et la surveillance de droits d'émission. Au centre, un organisme de régulation (en l'occurrence, les Nations Unies) qui émet des quotas. Cette organisation peut être reproduite localement suivant la volonté des Etats ou des régions. Sur le plan purement économique, valoriser les Gaz à Effet de Serre (GES) n'est pas aussi évident que ça en a l'air. La finalité c'est avant tout inciter tous les acteurs économiques à s'engager dans des solutions à faible émission de carbone. [Suite page 8](#)



L'AFRIQUE DANS LE CONCERT DES REVOLUTIONS CLIMATIQUES POSITIVES

La grande majorité des nutriments nécessaires à la croissance des plantes dans le bassin de l'Amazonie provient du Sahara, sous forme de poussières dont la moitié vient de la dépression de Bodélé; située dans un tout petit endroit du Tchad.

Afrique Oxygène de l'Amazonie

«Les pluies emportent un grand nombre de ces précieux nutriments du sol dans le bassin du fleuve Amazone, ce qui rend l'apport de nutriments d'Afrique important pour maintenir une végétation saine», explique un rapport de la NASA.

Cette analyse qui met en avant l'apport bénéfique et vital des grains de sable du Sahara dans le développement végétal de la forêt amazonienne, est soutenue par l'étude menée par l'université de Birkbeck à Londres et publiée dans le journal Chemical Geology.

L'étude souligne en effet que, la forêt équatoriale amazonienne ne pourrait subsister sans le plus grand désert de sable de la planète : le Sahara. Arrachés et transportés par les vents dominants du désert, les grains de sable transitent au-dessus de l'océan Atlantique sur plus de 4 800 kilomètres pour finir leur course en Amazonie.

Chaque année 27,7 millions de tonnes de sable seraient ainsi arrachés du Sahara. Ces chiffres se basent sur les données récoltées entre 2007 et 2013 par le satellite franco-américain CALIPSO (CNES et NASA)

La majorité des grains de sable sont arrachés à la dépression du Bodélé, point le plus bas du Tchad, qui correspondait il y a environ 10 000 ans à la partie la plus profonde d'un paléolac qui occupait

alors le désert du Sahara. Un immense lac très poissonneux qui s'est ensuite asséché pour aboutir à l'actuel lac du Tchad. Les composés phosphorés de cette dépression, nommés apatites, trouvent leur origine dans les squelettes des poissons fossilisés qui sépanouissaient à l'époque dans le paléolac.

La dépression de Bodélé ne représente que 0,2% de la superficie du Sahara ou encore 0,5% de la superficie de l'Amazonie. Il est extraordinaire qu'une si petite région soit à l'origine de l'alimentation en nutriments d'une aussi grande superficie : 200 fois plus grande! L'étude démontre que les apports de sable chargés en phosphore fluctuent considérablement d'année en année. Cette variabilité des dépôts en Amazonie, tient évidemment compte des conditions météorologiques qui ont une incidence sur le niveau d'érosion éolienne ou déflation dit phénomène de dégradation des sols sous l'action des vents qui érodent, transportent et déposent les éléments les plus meubles (sédiments).

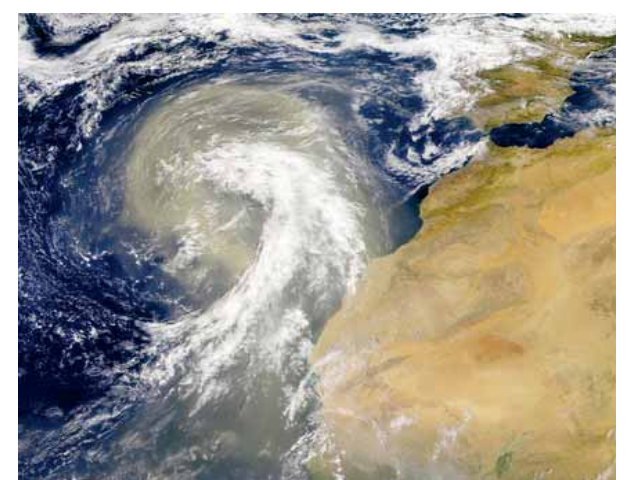
La quantité des grains de sable arrachés à la dépression du Bodélé étant plus importante pendant les périodes de fortes sécheresses et les tempêtes avec des vents soutenus.

Ainsi, les recherches mettent en évidence que les quantités de dépôts en Amazonie peuvent fluctuer jusqu'à 86% d'une année à l'autre.

Cette dépression est coincée entre 2 formations montagneuses : le massif du Tibesti et le plateau de l'Ennedi, ayant une altitude de 2600 m et 1000 m, respectivement. Ces montagnes ont

une disposition particulière: elles canalisent le vent qui atteint alors des vitesses permettant d'éroder la surface et d'emporter la poussière sur des milliers de kilomètres. Ce vent a même été baptisé: le courant-jet à basse altitude de Bodélé.

Cette étude de l'université de Birkbeck à Londres, a démontré le rôle bénéfique que peuvent avoir les poussières atmosphériques sur l'épanouissement des écosystèmes. Désert du Sahara et forêt amazonienne, deux écosystèmes de prime opposés, qui entretiennent cependant, une relation étroite et une évolution commune; malgré les milliers de kilomètres qui les séparent.





CHANGEMENT CLIMATIQUE

Alerte climat

Surconsommation des ressources naturelles,

LA PLANETE TERRE DANS LA BARRE ROUGE

Introduction aux conséquences du dérèglement climatique

One Forest Summit

1^{er}-2 mars Gabon 2023

CLIMAT

Selon le WWF, la date du 29 juillet 2021, calculée par le Global Footprint Network, correspond au jour où l'humanité a utilisé autant de ressources biologiques que ce que la Terre peut régénérer en une année.

Autrement dit : depuis cette date, nous vivons 5 mois dans le rouge en entamant le capital naturel qui pourrait nous faire vivre convenablement les années suivantes.



Actuellement, nous utilisons 74 % de plus que ce que les écosystèmes de la planète peuvent régénérer, soit l'équivalent des ressources que produirait "1,7 Terre" en une année. Le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), qui dépend du Programme des Nations unies pour l'environnement, rendu public le 4 avril dernier, a indiqué que les émissions de carbone nocives de 2010 à 2019 n'ont jamais été aussi élevées dans l'histoire de l'humanité, « la preuve que le monde s'achemine rapidement vers la catastrophe ».

Malgré tous les efforts de transition énergétique lancés dans le monde, le pic de consommation du pétrole et des autres énergies fossiles (charbon, gaz), responsables du réchauffement de la planète, reste distant.

Le cabinet Rystad n'attend pas ce tournant avant 2025. En effet, la demande totale en pétrole atteindra un niveau « record » de 101,9 millions de barils par jour (mb/j) en 2023, soit une hausse de 2 millions prévue en 2023 par rapport à 2022, et de 1,4 million par rapport à 2019 avant la pandémie de Covid-19, selon l'AIE qui relève légèrement ses prévisions par rapport à son rapport du mois dernier (101,7 mb/j).

La croissance prévue en 2023 est essentiellement dominée par la région Asie-Pacifique (+ 1,6 million de baril de pétrole), et quasiment pour moitié par la Chine (+ 900.000). Le pays qui a abandonné en décembre sa politique zéro Covid jouera ainsi un rôle moteur dans cette croissance avec la réouverture des frontières propice à doper le trafic aérien.

« Au rythme actuel, une augmentation de 1,5°C de la température serait atteint entre 2030 et 2050, ce qui donnera naissance aux autres catastrophes naturelles, aux maladies, à la vulnérabilité de la sécurité alimentaire et bien évi-

demment à une guerre hydrique », selon Madame Rabaoui, spécialiste en environnement et ressources aquatiques.

Le monde est désormais confronté à une série de phénomènes qui sont, au mieux, des perturbations, au pire des catastrophes à proportions parfois cataclysmiques tels que les inondations, les cyclones, les vagues de chaleurs, la sécheresse, les ouragans, les incendies, entre autres déséquilibre de l'écosystème, surtout le bouleversement de la biodiversité à la suite des déséquilibres des chaînes trophiques, la disparition de certaines espèces végétales ainsi que la migration de certaines espèces fauniques sensibles aux changements climatiques et aux augmentations de la température .

Le terme de réchauffement est apparu pour la première fois en 1971, lors du premier Sommet de la Terre qui a défini ce phénomène global qui affecte la planète et anticipé ses conséquences.

Phénomène qui s'est amplifié au fil des ans, dans un monde où la croissance économique est devenue bien plus qu'un terme à la mode d'une certaine élite politique et économique. Le concept a été élevé à une véritable croyance, celle de croire qu'en avoir toujours plus est systématiquement mieux.

Or, ce credo qui fait miroiter un Eldorado de développement, tant pour les grandes économies que pour les pays émergents, crée paradoxalement un monde en voie de dépérissement et à terme, d'extinction.





One Forest Summit

1^{er}-2 mars Gabon 2023

CLIMAT

DEVELOPPEMENT DURABLE - CHANGEMENT CLIMATIQUE (Partie 2 suite de la page 5)

De façon plus simple, il faut d'abord retenir que le marché du carbone est un instrument de lutte contre la pollution qui consiste en un système d'échanges de quotas d'émission de CO₂. De façon triviale, il ne s'agit ni plus ni moins que de « droits à polluer » délivrés aux entreprises. Puisque vous faites allusion au plus gros marché carbone du monde, il vaut mieux situer les choses dans leur contexte. Contrairement à l'UE qui est un grand pollueur et se trouve dans l'obligation de réduire ses émissions, le Bassin du Congo est une zone de faible émissions mais de forte séquestration de CO₂. On dirait que nous avons face à face une source d'émission et un puits de séquestration. Sinon, le problème et sa solution. Il est bon de souligner que sans problème point de solution et sans solution le problème persiste. Dès lors, les parties devraient donc trouver un arrangement qui satisferait tout le monde, si tant est que la volonté s'y trouve de part et d'autre.

Pour les Européens, c'est à la suite des engagements pris dans le cadre du protocole de Kyoto, que l'Union Européenne a créé le Emissions Trading Scheme ou ETS. Il concerne plus de 10 000 entreprises du secteur de l'énergie ou de l'industrie, qui sont responsables d'environ 40 % des émissions de gaz à effet de serre de l'Union Européenne. Pour mieux réguler les émissions et accompagner les entreprises dans leurs efforts de réduction de leurs émissions, les responsables du marché du carbone fixent un plafond d'émissions, plus bas que le niveau d'émissions du moment. D'une année à l'autre, on tient souvent compte des émissions de l'année précédente et de l'évolution du climat, régulièrement communiqué par les études scientifiques ou par le Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC). Ensuite, il est gratuitement alloué à chaque entreprise un certain nombre de quotas. En fonction de leurs émissions réelles, les détenteurs de quotas peuvent ensuite les vendre ou les acheter librement. Les entreprises qui, à la fin de l'année, polluent plus que leur nombre de quotas ne le leur autorise risquent une forte amende. Pour éviter la sanction, elles vont donc acheter les quotas qui leur manquent aux entreprises qui en ont en plus, car elles polluent moins qu'elles n'ont reçu de quotas.

Dans le cas des pays du Bassin du Congo, tout est possible. Bien que ne disposant pas d'une organisation du même genre, il est envisageable de créer à terme un marché carbone ouvert aux entreprises extérieures qui en seront les principaux clients, plutôt que de procéder à une vente de gré à gré. Ce pourrait être aussi une bourse carbone qui fonctionnerait comme celle des matières premières. Dans ce contexte, il ne serait guère souhaitable de distribuer gratuitement les crédits aux entreprises locale mais plutôt limiter leurs émissions à des seuils raisonnables, tout en tenant compte des objectifs climats nationaux. L'objectif principal étant de permettre aux Etats du Bassin du Congo de bénéficier du fruit de leurs efforts de gestion forestière durable dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. Ceci permettrait d'atténuer les frustrations liées aux promesses de financement insuffisamment tenues par les pays développés, dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques.

ECONOMIE GABON +

Dans leur quête de solutions, les nations occidentales, les USA notamment, évoquent de plus en plus les financements neutres en carbone ?

Comment le secteur financier peut-il agir vers une réduction des émissions de gaz à effet de serre ?

En quoi les pays africains peuvent-ils être concernés ?

La neutralité carbone traduit l'équilibre entre les émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine et leur retrait de l'atmosphère par l'homme ou de son fait. La neutralité carbone est également désignée par l'expression zéro émission nette (ZEN). Ce concept est en réalité une conséquence de la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat. Très inclusive avec notamment la participation des grandes multinationales, la Cop 21 de Paris on pourrait dire qu'elle a réveillé les espoirs d'une revitalisation de la planète. Pour une fois les groupes financiers avait été interpellés dans le cadre de leur contribution à la lutte contre le changement climatique. En effet, l'Accord de Paris met une forme de pression sur les acteurs financiers, afin qu'ils ajustent leurs politiques d'investissement et de financement de l'économie. Il les contraint à privilégier les secteurs neutres en carbone. C'est donc l'occasion pour le secteur financier de jouer un rôle majeur dans la transition climatique en soutenant les entreprises qui contribuent à décarboner l'économie et en faisant pression sur les autres, en favorisant leurs actions de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre.

La meilleure des illustrations vient du sommet mondial sur le changement climatique organisé par le président des États-Unis, Joe Biden, en 2021. Depuis lors, plusieurs grandes banques mondiales ont annoncé avoir formé, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, une alliance, la Net-Zero Banking Alliance (NZBA), acceptant de représenter zéro émission carbone dans leurs portefeuilles, d'ici 2050, voire plus tôt. Répartis dans 23 pays, elles, contrôlent un actif total de 28,5 milliards de dollars. Il est probable que cette coalition se soit étoffées.

La neutralité carbone ne signifie pas zéro émission de gaz carbonique (CO₂) mais une compensation des émissions de gaz à effet de serre par la séquestration du carbone dans un puits de carbone. Un puits de carbone est tout système qui absorbe plus de carbone qu'il n'en émet. Les principaux puits de carbone naturels sont le sol, les forêts et les océans. En pratique, les entreprises achètent, sur le marché du carbone (ou de la compensation carbone), des quotas d'émissions de gaz à effet de serre auprès d'organismes qui, eux, ne les consomment pas.

Dans certains pays du Bassin du Congo, certaines entreprises ou des zones économiques spéciales ont déjà été certifiées carbone neutre. En réalité, à travers leurs activités quotidiennes, ces entités économiques émettent des gaz à effet de serre mais ceux si sont compensés par l'acquisition de quelques permis forestiers dont les capacités de séquestration équilibrent les émissions produites. A défaut de financer des projets dans le cadre du protocole de Kyoto, il est probable qu'à terme certaines

multinationales étrangères entrent directement au capital des entreprises forestières locales pour revendiquer des crédits carbone.

Entre greenwashing et volonté réelle de lutter contre le changement climatique, les pays du Bassin du Congo devraient se montrer suffisamment vigilants. A cet effet, les législations nationales doivent y veiller, en privilégiant les financements durables.

ECONOMIE GABON +

Le Gabon est régulièrement cité comme champion de l'environnement. Identifié comme étant le premier producteur africain de bois, le pays semble peu affecté par les questions de déforestation. Toutefois, ses succès diplomatiques semblent peu visibles pour les populations qui reprochent aux décideurs de préférer la nature à l'homme. Qu'en pensez-vous ?

L'exploitation forestière est régulièrement perçue comme l'une des causes majeures de la déforestation et de la dégradation des forêts. Toutefois, elle sous-entend quand même une diversité d'usage. Lorsqu'il s'agit d'une exploitation durable notamment en ce qui concerne la production de bois d'œuvre, elle peut plutôt contribuer à combattre la déforestation et la dégradation des forêts, à contribuer à la conservation des stocks de carbone sur le long terme en réduisant les émissions de GES, en même temps qu'elle procure les moyens de subsistance. Le Code forestier gabonais est un modèle d'accompagnement des politiques publiques en matière de gestion forestière durable. Les résultats sont plutôt positifs. En effet, recouvert à près de 88 % de forêt, le pays totalise près d'un siècle d'activités de production de bois, avec un taux de déforestation qui oscille autour de 0,05%, ce qui est extrêmement bas par rapport au niveau mondial qui est de 0,6%. Les exigences légales de plus en plus contraignantes ont également conduit les opérateurs économiques du secteur à plus d'efforts. L'interdiction de l'exportation des grumes, la vulgarisation des plans d'aménagement des concessions forestière, une meilleure prise en compte des populations riveraines des chantiers forestiers, la régularité des contrôles administratifs qui ont réduit considérablement les risques d'exploitations illicites des ressources et aujourd'hui les obligations de certification, sont autant d'éléments qui garantissent au Gabon la durabilité de l'exploitation forestière. A ce titre, le modèle gabonais devrait faire école. **Suite page 22**



One Forest Summit

1^{er}-2 mars Gabon 2023

CLIMAT

BICP

Bureau International de Conseil et de Promotion

LEADER DU CONSEIL IMMOBILIER AU GABON

Immeuble BICP, Bord de Mer - 4294 Bd de la Nation - BP 4562 LBV Gabon
Tel : +241 11 73 18 80 / 11 73 17 55 - +241 05 31 70 00
pchandezon@gmail.com - secretariat.bicp@gmail.com - www.bicpgabon.com



SIEGE SOCIAL LIBREVILLE



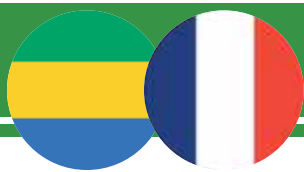
Locations Meublées Louis

Notre objectif :
Vous accompagner dans tous vos projets immobiliers



Promotion - Angondjé

Philippe CHANDEZON, Expert Immobilier
President de l'**A.G.A.I.**
Association Gabonaise des Agents Immobiliers
38 ans d'expérience au Gabon
50 ans d'expérience en Afrique



One Forest Summit
1^{er}-2 mars Gabon 2023

CARBONE

GABON : LE PAYS EST CARBONE-POSITIF

Modèle de préservation de l'environnement, acteur mondial de premier plan, en matière d'action climatique, en raison de sa forte préservation de l'environnement et de son engagement politique de longue date à préserver son environnement naturel intact, le Gabon Pays carbone-positif est un modèle de préservation de l'environnement.

En 2021, le Gabon est devenu le premier pays à recevoir des paiements basés sur les résultats pour la réduction des émissions forestières.

La Coordinatrice résidente des Nations Unies au Gabon, Savina Ammassari, se trouve actuellement à Sharm El Sheik, en Égypte, pour la COP27. Kingsley Ighobor d'Afrique Renouveau l'a interviewée sur les meilleures pratiques du Gabon en matière de climat et sur le soutien des Nations Unies aux efforts du pays. Extraits :

Les concessions forestières gabonaises certifiées FSC

Depuis 2018, les autorités gabonaises s'attèlent certifier les concessions forestières du pays par le Forest Stewardship Council (FSC), un standard international de certification visant une gestion forestière fondée sur la durabilité écologique, l'équité sociale et la viabilité économique.

Dans l'ensemble du bassin du Congo, seuls le Cameroun, la République du Congo et le Gabon ont des concessions détenant la certification FSC. Une décision saluée par le WWF Gabon qui s'est engagé à continuer d'aider le gouvernement et les entreprises au Gabon à mettre en œuvre les pratiques de gestion durable des forêts sur la base de leurs connaissances des réalités du terrain.

Avec 85% de superficie forestière – environ 22 millions hectares – dont plus de la moitié est attribuée à l'exploitation forestière, le Gabon est une destination importante pour les investisseurs étrangers, particulièrement les entreprises à capitaux chinois. Le secteur du bois occupe la deuxième place dans l'économie du pays après celui du pétrole, et ses principaux marchés sont la Chine et l'Europe.

Plus de 2 millions d'hectares, soit 14% de toutes les concessions forestières du pays, sont actuellement certifiés FSC.

INTRODUCTION A LA COP 27 MONTREAL 2024

UN SOMMEIL POUR ÉVALUER LES ENGAGEMENTS DES PRECEDENTES ASSISES
Près de 200 pays réunis au Canada pour la COP15 sur la diversité biologique avait conclu en décembre 2022, un accord historique visant à enrayer la destruction de la biodiversité et de ses ressources indispensables à l'humanité.

Le retour des assises dans cette ville permettra donc aux participants d'évaluer le chemin parcouru.

Le « pacte de paix avec la nature », appelé « accord de Kunming-Montréal », vise en effet à protéger les terres, les océans et les espèces de la pollution, de la dégradation et de la crise climatique.

Les pays se sont mis d'accord sur une feuille de route visant notamment à protéger 30 % de la planète d'ici à 2030 et à débloquer 30 milliards de dollars d'aide annuelle à la conservation pour les pays en développement.

En effet, l'adaptation aux effets irréversibles du changement climatique est devenue une plus haute priorité à l'échelle mondiale.

Les investissements dans l'adaptation constituent un choix intelligent, car ils aident à renforcer la résilience face aux impacts du changement climatique. Toute chose qui permet de limiter les préjudices subis et saisir de nouvelles opportunités au profit des communautés affectées.

Le financement des mesures d'adaptation représente un bon choix, car les pays en développement souffrent des conséquences d'une crise dans laquelle leur part de responsabilité est très faible.

Even'Jet
Tout pour la fête!
By GoGo

Oloumi +241 76.38.30.38

Montagne Ste +241 77.00.38.38

Okala +241 74.32.38.38

Suivez-nous :
@evenjetbycoco



One Forest Summit

1^{er}-2 mars Gabon 2023

CARBONE

LE GABON ET LA FRANCE S'UNISSENT POUR SAUVER LES POUMONS MONDIAUX

Annoncé en novembre 2022 à Libreville par le Président de la République du Gabon, Ali Bongo Ondimba et son homologue français, Emmanuel Macron, les assises du One Planet Summit du 1er au 2 mars 2023, devraient permettre aux acteurs impliqués pour la sauvegarde de l'Ecosystème de consolider la solidarité entre les trois grands bassins forestiers mondiaux : la forêt amazonienne, le bassin du Congo et les forêts tropicales d'Asie du Sud-Est.

Annoncé en novembre 2022 à Libreville par le Président de la République du Gabon, Ali Bongo Ondimba et son homologue français, Emmanuel Macron, les assises du One Planet Summit du 1er au 2 mars 2023, devraient permettre aux acteurs impliqués pour la sauvegarde de l'Ecosystème de consolider la solidarité entre les trois grands bassins forestiers mondiaux : la forêt amazonienne, le bassin du Congo et les forêts tropicales d'Asie du Sud-Est.

En séquestrant des centaines de millions de tonnes de CO², ces bassins forestiers jouent un rôle critique dans la régulation du climat. Par la faune et les flores exceptionnelles qu'ils recèlent, ils abritent des trésors de biodiversité.

Et en agissant comme tampons entre les sociétés humaines et les cycles microbiens des espaces sauvages, ils jouent un rôle clé pour prévenir l'apparition de nouvelles épidémies.

Ils couvrent moins de 14% de la surface de la Terre et concentrent plus de 75% de ce que les scientifiques appellent le « carbone irrécupérable » et 91% des habitats des espèces vertébrées. Si ces paysages sont détruits, de grandes quantités de carbone seront libérées dans l'atmosphère et de nombreuses espèces de faune et de flore risquent de disparaître, accélérant dangereusement le changement climatique et la perte de biodiversité. Aussi, One Planet Summit devrait-il déboucher sur de nouveaux engagements et des

initiatives concrètes.

Il s'agit entre autres, la progression des connaissances et la promotion de la coopération scientifique sur les écosystèmes forestiers ; le développement de sources de financement innovantes notamment en explorant les solutions de conservation de la biodiversité fondées sur le marché.

Soulignons à cet effet que ce pays hôte, est considéré comme un acteur mondial de premier plan en matière d'action climatique - probablement le pays le plus carbone-positif au monde en raison de sa forte préservation de l'environnement et de son engagement politique de longue date à préserver l'environnement naturel intact du pays. Des institutions vitales ont été créées, comme le Conseil national du climat, placé auprès de la présidence.

Le Gabon dispose également d'un ministère de l'environnement très solide, avec une agence nationale qui gère ses 15 parcs naturels.

Le pays a beaucoup investi dans la collecte de données et a créé une agence d'observation et d'études spatiales, qui est bien avancée, comme l'a souligné lors d'un entretien la Coordinatrice résidente des Nations Unies au Gabon, Savina Ammassari.

Le Gabon a pu en effet, grâce à des images satellites et de drones et à des données recueillies par

des travailleurs de proximité et des chercheurs sur le terrain - collecter des données lui permettant de devenir le premier pays à bénéficier en 2021 de paiements basés sur les résultats, un important financement vert pour le climat facilité par l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI).

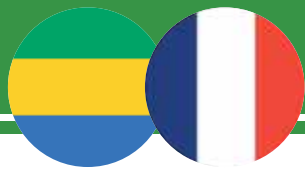
Un leadership qu'il souhaite partager au cours de cette rencontre de Libreville.

Lors de sa prise de parole en marge d'Africa Perspectives organisé par le FMI actualités le ministre gabonais des eaux, des forêts, de la mer, de l'environnement, Prof, Lee White avait réitéré l'urgence pour les pays les plus vulnérables au changement climatique, notamment

les pays africains, d'obtenir des financements pour faire face aux conséquences de ce fléau :

« Les écosystèmes d'Afrique peuvent contribuer de manière significative à la lutte contre les changements climatiques.

Si nous rétablissons nos écosystèmes, nos terres, et nos sols, nous aurons des exploitations agricoles carbonées positives plus viables et pérennes ainsi que des moyens de subsistance plus importants. Nous devons adopter des actions décisives dans les 12 mois à venir, c'est fondamental ».



Diplomatie climatique

Comment Libreville est-elle devenue le centre de plusieurs rencontres africaines et sous régionales en matière de diplomatie climatique et environnementale ?



Pour le Gabon, cette ambition s'est concrétisée dès 2010 par l'organisation à Libreville les 16 et 17 septembre lors de la première session de la conférence panafricaine de haut niveau sur la biodiversité et la lutte contre la pauvreté en Afrique.

Sur le plan continental, Libreville a accueilli plusieurs événements dont les principaux dans la période de 2010 à nos jours :

- Seizième session ordinaire de la Conférence africaine ministérielle sur l'environnement (CMAE) a été organisée à Libreville les 15 et 16 juin 2017 sous le thème : « Investir dans les solutions environnementales innovatrices pour accélérer la mise en œuvre des objectifs du développement durable et de l'Agenda 2063 en Afrique ». La session ministérielle a été précédée d'une réunion de groupe d'experts du 12 au 14 juin 2017 ;

- Première réunion stratégique des partenaires de l'initiative d'adaptation pour l'Afrique (IAA) organisé à Libreville les 27 et 28 mars 2018 en vue de renforcer l'action du continent en matière d'adaptation climatique et œuvrer pour une amélioration des infrastructures climatiques et d'observation, le soutien à la mise en œuvre de politiques nationales et régionales ;

- Réunion du groupe des négociateurs africains organisée du 1er au 3 mars 2021, à Libreville pour préparer la 26ème conférence des Parties (COP26) sur les changements climatiques ;

- Semaine africaine du climat 29 août - 02 septembre Libreville 2022, avant la COP27 ;

- Réunion du groupe africain des négociateurs sur la biodiversité organisée du 1er au 4 septembre 2022, dans le cadre de l'adoption d'une stratégie commune pour la COP 15 (décembre 2022) Montréal - Canada.

Sur le plan sous régional, Libreville a accueilli depuis une dizaine d'années plusieurs rencontres dont les principales sont :

- L'atelier sous-régional sur le trafic d'espèces de faune sauvage et le démantèlement des réseaux illicites transnationaux », 03-05 avril 2012 ;

- La rencontre d'information et de sensibilisation des parlementaires d'Afrique centrale au processus de l'Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (FLEGT, Forest Law Enforcement Governance and Trade), organisé par le Réseau des parlementaires pour la gestion durable des écosystèmes des forêts denses et humide d'Afrique centrale (REPAR-CEFDHAC), 26-28 septembre Libreville 2012 ;

- La rencontre baptisée « Journée des Aires protégées d'Afrique Centrale » 09-10 juillet Libreville 2013, sous le triple patronage de la Commission Économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC), la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) et la Convention d'Abidjan ;

- Conseil Extraordinaire des Ministres de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) sur les changements climatiques à l'effet d'adopter une position commune de l'Afrique Centrale en vue de la 21ème Conférence des Parties (COP 21) sur les changements climatiques Réunis à Libreville le 27 août 2015 ;

- Réunion de la CEEAC organisée du 1er au 2 juin 2016, à Libreville sur les changements climatiques et les énergies renouvelables ;

- 13ème Réunion des Partenaires du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo, 02-04 décembre Libreville 2013 ;

- 19ème Réunion des parties du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC) 5-8 juillet Libreville 2022.

Et maintenant l'année 2023 qui est annoncée, comme l'année de l'organisation, en dehors du One Planet Summit, d'autres événements à Libreville parmi lesquels la 3ème Conférence du Réseau des Parlementaires pour la gestion durable des écosystèmes forestiers humides d'Afrique élargie à la réunion du Réseau des Alliances des Parlementaires pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (RAPSAN-AC).

Pour rappel : Le Gabon co-organise ce Sommet du 1er - 2 mars 2023, avec la France, l'ONU et la Banque Mondiale. Ce nouveau cadre de concertation a pour ambition de proposer une ouverture, pragmatique et efficace pour contribuer à amplifier et renouveler la coopération internationale en faveur de la transition écologique. Ce rassemblement des forces et de volontés dans une plateforme d'engagement collectif est facteur de nombreuses synergies.

La transversalité de One Planet Summit contribue également à la convergence des agendas environnementaux : lutte contre la désertification, contre le changement climatique et pour la préservation de la biodiversité. Ces sujets sont trop souvent traités séparément, alors qu'ils sont intimement liés et doivent être pris à bras le corps de façon conjointe : c'est un enjeu de cohérence et d'efficacité dans l'action.



Alida Nephtalie MITOGHO

Jeune gabonaise diplômée d'un Master 2 en Histoire des Relations Internationales à l'Université Omar Bongo, de Libreville. Elle a passé 3 années (2019-2021) au Ministère des Affaires Étrangères du Gabon, à la Direction des Organisations Internationales, puis aux Affaires Africaines en qualité de chargé d'étude (stagiaire). Et c'est en mars 2022, qu'elle rejoint le Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA), à la Section Affaires Politiques jusqu'en décembre de la même année.

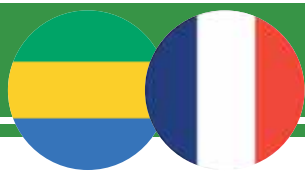
Le Gabon à l'honneur

Le choix de Libreville pour discuter des forêts tropicales humides, à travers le One Planet Summit du 1er au 2 mars 2023, c'est pour encourager l'engagement de Son Excellence Ali Bongo ODIMBA en qualité de leader sur la diplomatie environnementale et climatique tant au niveau international, continental que sous régional.

À travers la diplomatie environnementale et climatique, le Gabon, met en œuvre sa **stratégie d'affirmation et de visibilité sur la scène internationale, à travers un ensemble** de mécanismes diplomatiques, pour se faire une place dans le concert des nations, dans l'univers de l'environnement, du climat et la lutte contre les changements climatiques en particulier.

Une diplomatie propulsée à toutes les COP depuis la 1ère édition organisée à Berlin en Allemagne en 1995, et en 2009 à Copenhague au Danemark.





One Forest Summit

1^{er}-2 mars Gabon 2023

RSE

ENGAGEMENT SOCIÉTAL DU SECTEUR PRIVE GABONAIS.

Responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

L'investissement socialement responsable (ISR).

Inclusion, l'innovation sociétale, l'économie sociale et solidaire (ESS).

▶ RSE-Environnement : Les entreprises gabonaises s'approprient le concept

Objectifs de développement durable (ODD) au cœur des nouvelles politiques publiques visant à concilier les objectifs de rentabilité des projets d'investissements publics ou privés avec les impératifs de développement durable.

DES LABELS POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES ECORESPONSABLES

Face à l'exploitation excessive des ressources humaines et naturelles . Plusieurs critères ont été mis en place afin de soutenir les entreprises Eco Responsables.

Il s'agit entre autres, des critères Environnement Social Gouvernance (ESG). Ces critères permettent à un investisseur de découvrir si une entreprise met en oeuvre une stratégie socialement responsable, et particulièrement comment elle se comporte avec l'environnement et ses parties prenantes (salariés, partenaires, sous-traitants et clients).

Ce critère permet de déterminer la Responsabilité sociale de l'entreprise (RSE). Lors de la mise en oeuvre de la ESG, le critère environnement permet notamment d'analyser la politique d'une entreprise à propos de sa réduction de gaz à effet de serre, de gestion des déchets et d'observer si elle se soucie des possibles risques environnementaux générés par son activité.

Le critère social prend en compte la prévention des accidents et des risques psychosociaux, la formation du personnel, le respect du droit des employés, l'organisation de la chaîne de sous-traitance et la qualité du dialogue social.

Le critère de gouvernance vérifie l'indépendance du conseil d'administration, la répartition entre les hommes et les femmes au sein de l'équipe dirigeante, la structure de gestion et la présence d'un comité de vérification des comptes.

A cela s'ajoute, l'investissement Socialement Responsable (ISR) . Cette norme, est liée à la qualité des fonds ou financements mis à la disposition des investisseurs.

Celle-ci met accent sur la source de cet argent ou de financement laquelle ne devrait souffrir d'aucun doute en terme de qualité. À l'exemple, des fonds issus du travail forcé des enfants.



Brasseur et Pionnier du développement durable au Gabon !



OBJECTIF 100% RECYCLÉ

- 100% résidus de maïs et malt recyclé
- 100% du verre recyclé en interne
- 100% du PET pré consommation recyclé



GESTION RESPONSABLE DE L'EAU

- Protection des ressources en eau souterraine
- 100% des eaux usées traitées



EFFICACITÉ ÉNERGETIQUE

- Amélioration des ratios d'énergies
- Mise en place des nouvelles technologies brassicoles moins énergivores grâce à un plan d'investissement constant



PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- Protection de la couche d'ozone : investissement sur les appareils frigorifiques adaptés
- Conditionnement écologique
- Valorisation du déchet plastique : mise en place d'une économie circulaire





COMMENT LE GABON PEUT-IL ETRE UN LEADER DU RECYCLAGE DES DECHETS PLASTIQUES !

Le Gabon peut désormais transformer ses ambitions d'être un leader sous **régional, et tête de file dans la fabrication de matières premières, issues du recyclage de ses déchets plastiques ; en s'adossant sur les entreprises Eco responsables.**

One Forest Summit

1^{er}-2 mars Gabon 2023

RSE

Le constat mondial en chiffres

1,440 Milliard de bouteilles en plastique son vendues chaque jour (consommation Mondiale)

La durée de vie (Bio Dégradable moyenne du plastique va de **450 ans à l'infini.**

La production mondiale passe de 2,3 millions de tonnes en 1850 à 448 millions en 2015 avec une projection à **980 million de tonnes en 2022.** Seulement 9% sont recyclés, 12% sont incinérés et **79% ont été accumulé dans des décharges ou dans la nature.** Le marché principal du plastique et celui des emballages.

Ce segment représente à présent près de la moitié de tous les déchets plastiques produits dans le monde, **la plupart n'étant jamais recyclés** ou incinérés. Plus de **40%** du plastique n'est utilisé qu'une fois, avant d'être jeté.

79% des déchets sur les plages sont du plastique. **5000 milliards de morceaux de plastique flottent déjà dans nos océans.**

A l'horizon 2050, toutes les espèces d'oiseaux marins mangeront du plastique régulièrement.

ENJEUX

Le recyclage permet :

- de lutter contre la flambée des prix des matières premières (30 à 33% d'augmentation depuis 2021).
- De générer un impact majeur qui a pour conséquence l'augmentation du prix du produit fini, notamment au niveau local.
- De recycler les plastiques afin d'une part de les réutiliser localement dans la fabrication de produits finis et d'autre part de pouvoir les reconditionner en matières première exportable.

Le recyclage c'est la mise en œuvre d'une réelle économie circulaire ; il permet également d'être moins dépendant des difficultés d'approvisionnement et des fluctuations tarifaire des intrants Matières premières.

Une motivation et un engagement RSE tournés résolument vers la protection environnementale et sanitaire du Gabon, de ses citoyens, des populations du littoral et de la faune. La principale source de pollution au Gabon est due aux rejets des matières plastiques. Le principal créateur de ces rejets est l'industrie.

Les entreprises doivent agir de manière responsable et novatrice en faveur de la biodiversité. Les acteurs tournés vers l'avenir comprennent que la perte continue de biodiversité crée des risques importants pour leur entreprise et qu'en tant que précurseurs, ils bénéficieront de nouvelles opportunités commerciales et d'une meilleure position auprès des clients, des investisseurs et de leur leurs tutelles régaliennes.

À mesure que les écosystèmes déclinent, les entreprises sont confrontées à des risques importants, notamment des coûts plus élevés des matières premières et des réactions négatives de la part des consommateurs et des investisseurs conséquences de l'augmentation de leurs coûts de fabrication et de transport.

Les entreprises qui agissent pour soutenir la biodiversité dans leur contexte local peuvent développer de nouvelles offres et de nouveaux modèles industriels et commerciaux pertinents et performants, améliorer l'attractivité des offres existantes.

Les entreprises créatrices de chaîne de valeurs permettant de réorienté une offre volontairement orientée vers l'Eco

responsabilité et la préservation des bio diversités, auront d'importantes occasions de bénéficier de ces efforts, à savoir :

- un positionnement pour pénétrer de nouveaux marchés rentables, via le développement de nouveaux produits et services, modèles industriels et commerciaux complets.
- l'amélioration de leur proposition de valeur et leur visibilité/marque, en répondant à la demande du public en matière de citoyenneté et d'Eco responsabilité.
- mais aussi et surtout, un meilleur accès aux capitaux et aux synergies opérationnelles potentielles, notamment grâce à la réduction de leur coût de fabrication, des coûts des matières premières et de l'énergie.

GABON RECYCLING PROGRAM Une solution développe par ACD Group

Initié par ACD Group via sa filiale SGI (Société Gabonaise d'Industrie), GABON RECYCLING PROGRAM est un projet opérationnel structurant, Eco responsable de dimension industriel et économiquement viable. Sa motivation première est de pouvoir garder de la

Il permet également de mettre en œuvre une chaîne complète de recyclage avec des partenaires industriels majeurs de l'économie locale, tels que TotalEnergie afin de :

- limiter l'impact environnemental de leur rejets industriels et commerciaux.
- de valoriser leur politique RSE par des actions concrète et mesurables
- d'établir un business model durable et duplicable.

Le reconditionnement au Gabon de ces déchets apporte des solutions d'approvisionnement locale aux fabricants de produits finis plastiques de l'économie Gabonaise. D'exporter dans la sous régions des matières premières MADE IN GABON issues du recyclage.

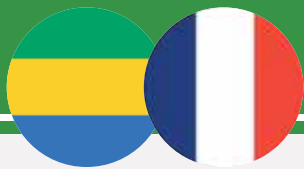


compétitive dans la fabrication de produits locaux finis, en y intégrant des matières premières issues du recyclage. Le process mis en œuvre est un moyen efficace de lutter contre les rejets et les pollutions dues aux plastiques. Il apporte une chaîne de valeur industrielle de la collecte des déchets à leur réemploi dans la fabrication de produits finis.

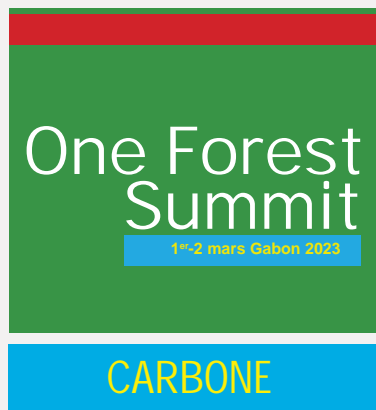


A propos de SGI

Située à Barracuda à Libreville, la Société Gabonaise d'Industrie est une Filiale du Groupe, ACD, SGI est spécialisée dans la fabrication de produits pour le bâtiment et de produits plastiques (PVC, PEHD, PP). SGI dispose de chaînes de production par extrudage, injection, thermo-moulage et d'une chaîne de recyclage. SGI emploie une soixantaine de personnes.



COMPTES MONDIAUX DU CARBONE



Les comptes mondiaux du carbone en 2022

Auteurs : Adam Poupard | Marion Fetet | Dr Sébastien Postic Paris, Septembre 2022
www.i4ce.org/publication/comptes-mondiaux-carbone-2022-climat

68 Au 1er août 2022, on recense 68 mécanismes de tarification explicite du carbone (taxes ou quotas échangeables – Emissions Trading Schemes (ETS)) à travers le monde. Les juridictions (pays ou provinces, seuls ou à plusieurs) couvertes par ces mécanismes représentent plus de 70 % du PIB mondial. Le dernier-né de ces mécanismes est le marché carbone autrichien, lancé en juillet 2022.

1¢-134 \$ L'éventail des prix explicites du carbone s'élargit encore : au 1er août 2022, ils oscillent entre 1 centime de USD et 134 USD par tonne de CO₂eq (tCO₂eq) ! Ces deux nouveaux extrêmes sont dus aux récents lancements de mécanismes de tarification du carbone en Basse Californie (Mexique) et en Uruguay. Cependant, les prix restent inférieurs à 10 USD (8 EUR) par tonne de CO₂eq pour plus de 60 % des émissions couvertes. La Commission de Haut Niveau sur les prix du carbone, présidée par Nicholas Stern et Joseph Stiglitz estime que le plein effet d'incitation de ces mécanismes est atteint pour des prix entre 40 et 80 USD/tCO₂eq en 2020 et 50 à 100 USD/tCO₂eq en 2030.

100 Mds Les revenus du carbone frôlent désormais les 100 Mds USD en 2021. Ils ont augmenté de plus de 80 % en un an. Cette hausse est très largement tirée par l'augmentation des prix des quotas sur le marché carbone européen, qui ont dépassé pour la première fois le seuil symbolique des 100€/tCO₂ à l'été 2022. Pour la première fois, ce sont les ETS qui fournissent la majorité (70 %) de ces revenus et non plus des taxes (30 %). Les revenus des ETS financent plutôt des priorités environnementales clairement délimitées, les revenus des taxes alimentent le plus souvent directement les budgets généraux. La fiscalité mondiale reste cependant globalement défavorable au climat, et la tendance n'est pas positive. L'OCDE notait fin août que les subventions aux énergies fossiles ont doublé en 2021, passant de 350 à 700 Mds USD.

20 % l'ensemble des juridictions mettant en œuvre un prix du carbone représente environ 55 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). Néanmoins, certains secteurs ou populations peuvent être exonérés (totalement ou partiellement) de payer ce prix pour diverses raisons. En prenant en compte ces effets de périmètre et d'exonérations, seules 20 % des émissions anthropiques de GES sont couvertes par un prix du carbone.

ZOOM SUR LES DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

De nouveaux mécanismes de tarification ont vu le jour en 2022. L'Uruguay a mis en place une taxe au prix le plus ambitieux du monde à ce jour (134 USD/tCO₂eq).

Suite à une décision de 2019 de la Cour Suprême mexicaine, autorisant les États à établir leur propre fiscalité environnementale, l'État de Tamaulipas devient le sixième État mexicain à mettre en place un prix du carbone.

Au Canada, l'Emissions Performance Standards (un mécanisme de type baseline-and-credit) de l'État d'Ontario et l'ETS du New Brunswick sont entrés en activité cette année aussi.

Aux États-Unis, l'ETS voté par l'Oregon en 2019 est entré en vigueur en 2022. Enfin, l'Autriche vient de lancer en juillet 2022 son marché carbone pour les transports et le chauffage des bâtiments, sur le modèle du mécanisme allemand. En revanche, la Virginie a officiellement annoncé son intention de quitter l'initiative RGGI.

La validation par le Parlement Européen du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF, voir ci-dessous) redonne aussi une dynamique importante aux prix du carbone dans le monde.

Au-delà des mécanismes « miroir » adoptés ou discutés dans les pays partenaires (Turquie, Taiwan, Indonésie notamment), la notion de « club climat » de pays développant en interne des politiques ambitieuses, soutenues par des mécanismes d'ajustement au niveau du groupe entier, revient dans les discussions, les États-Unis et le Canada ayant notamment manifesté leur intérêt pour une coopération de ce type avec l'Union Européenne sur l'acier et l'aluminium.

L'EU ETS, PILIER CONFIRMÉ D'UNE POLITIQUE CLIMATIQUE DIVERSIFIÉE

Le paquet législatif « Fit for 55 » doit permettre à l'Union Européenne d'atteindre ses nouveaux objectifs de 55% de réduction d'émissions nettes d'ici 2030, par rapport à 1990 (contre un objectif de 40 % de réduction des émissions brutes jusqu'alors). Les premiers textes, votés en juillet 2022, renforcent notablement le rôle du marché de quotas européen : extension aux transports maritimes, création d'un

« ETS2 » dédié au transport routier et aux bâtiments, révision des obligations des compagnies aériennes en lien avec le mécanisme « CORSIA » de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

Cependant, le paquet « Fit for 55 » reconnaît aussi les limites d'une politique « tout ETS », en l'accompagnant de mesures sectorielles révisées (énergies renouvelables, efficacité énergétique, standards de performance des bâtiments, gestion du secteur Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie (UTCATF ou LULUCF en anglais)) ou nouvelles (carburants alternatifs, fin des moteurs thermiques en 2035) et surtout en introduisant deux nouveaux mécanismes :

- un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) mettant les industriels européens à pied d'égalité avec leurs concurrents issus de pays n'ayant pas de prix du carbone et encourageant l'émergence de nouveaux mécanismes chez les partenaires commerciaux de l'UE, tout en réduisant les quotas d'émission alloués gratuitement dans le cadre de l'EU ETS (voir Comptes Mondiaux 2021) ;
- et un Fonds Social du Climat, destiné à soutenir les pays et foyers les plus touchés par les impacts économiques de cette transition, abondé par les ressources de l'EU ETS et du MACF.

Ekena
 Votre billet de voyage en quelques clics et plus encore
 DISPONIBLE SUR GOOGLE PLAY STORE
 ou
 VIA VOTRE NAVIGATEUR EKENA.GA
 RETROUVEZ VOTRE COMPAGNIE

Design et koncept
 NOS CONCEPTS ÉTRE VU ET RECONNU
 ACHAT ET VENTE DE VOS PRODUITS GADGET - LAMP - HOME - ELECTROMENAGER
 CAMA Chic Street Art
 PRINT NOUS VOUS PROPOSONS SUPPORTS D'IMPRESSIONS PUBLICITAIRES
 PONTI SERVICE CREATIF EN LIGNE CONCEPTION GRAPHIQUE - SITE WEB ANIMATION 3D - PRINT
 www.designetkoncept.com
 BP : 3121 Libreville / Gabon
 Tél. : +241 74 18 98 63 Email : infos@designetkoncept.com



CERTIFICAT DE LEGALITE LegalSource™

CAS D'ENTREPRISE

ATIBT a félicité la EGG, société d'Exploitation Gabonaise de Grumes pour **l'obtention de son certificat de légalité LegalSource™ en janvier 2022.**



One Forest Summit

1^{er}-2 mars Gabon 2023

NORMES

L'EGG l'illustre bien : désormais certifiée légalité, la société s'emploie à présent à obtenir une certification de gestion durable FSC dans les prochains mois.

La société gère et exploite 256 000 hectares de forêts sur les concessions dont elle est attributaire, situées respectivement dans l'Ogooué Lolo et le Haut Ogooué.

Ce certificat de Légalité vient consolider les acquis de notre société, qui se veut être une entreprise responsable et engagée en matière d'aménagement et d'exploitation, permettant une gestion légale et durable de ses forêts. » souligne Adrien Spaymant, Adjoint de Direction.

Norme Legal Source

La gestion responsable des forêts constitue l'une des solutions pour répondre aux enjeux de l'environnement à travers une exploitation des produits de la forêt respectueuse de la biodiversité et des équilibres écologiques.

La certification FSC participe ainsi à la préservation des nombreux services que nous rendent les forêts, tels que l'eau potable, le maintien des sols et de la biodiversité.

FSC s'engage, à travers son référentiel de gestion forestière, à protéger les ressources en eau présentes au sein des forêts certifiées.

Pour cela, le référentiel impose aux organisations certifiées, une sylviculture et des modes d'exploitation plus respectueux de l'environnement.

Le but étant d'éviter, de limiter ou de réparer l'impact de ces activités sur les ressources en eau.



JK STRUCTURE

UNE TECHNOLOGIE POUR
LE BÂTIMENT ET
LES TRAVAUX PUBLICS

1. UN NOUVEAU SYSTEME CONSTRUCTIF POUR LE BATIMENT

- CONSTRUCTION DE QUALITE EN BETON-ARME-ALLEGE. ENTIEREMENT SUR-SITE
- SANS BESOIN DE COFFRAGES
- NECESSITE TRES PEU DE MATERIEL ET DE MOYENS LOGISTIQUES SUR LE CHANTIER
- BONNE ISOLATION THERMIQUE INTEGREE
- CONSTRUCTION ANTISISMIQUE ET ANTICYCLONIQUE
- TEMPS DE REALISATION TRES COURTS (QUELQUES JOURS SEULEMENT)
- NECESSITE TRES PEU DE MAIN D'OEUVRE (EQUIPE DE QUATRE HOMMES SEULEMENT EN GENERAL)
- ECONOMIE DE COÛT, DE TEMPS, DE PERSONNEL, DE MOYENS TECHNIQUES ET FINANCIERS

2. JK STRUCTURE A EGALEMENT DES APPLICATIONS MAJEURES DANS LES TRAVAUX PUBLICS

- CONSOLIDATION ET VEGETALISATION DES SOLS (TALUS ET BERGES), SANS BETON EN SURFACE
- CONSOLIDATION ET CONSTRUCTION DE TUNNELS, VOUTES, EGOUTS ET CONDUITS DIVERS (BETON PROJETE)
- ROUTES : STABILISATION DES SOUS-COUCHES GRANULAIRES PAR TREILLIS D'ACIER

Représentant au Gabon : BICP

Immeuble BICP, bord de mer 4294, Boulevard de la Nation
Tél. : +241 65 31 70 00



Cabinet Conseil spécialisé en
développement durable, environnement
et Responsabilité Sociétale des Entreprises

*" Nous échangeons nos solutions
contre vos problèmes "*

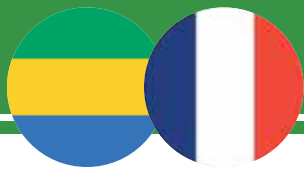
Siège Social :

Jardins d' Ambre à la vallée Sainte Marie

BP : 12 800 Libreville / Gabon

Tél. : +241 66 23 31 10 / 77 48 17 16

Email: greenadviceconsulting@gmail.com



BILAN MONDIAL DE LA FINANCE CLIMAT 2022

Un résultat loin des objectifs fixés

Réalisé en partenariat avec Finance for Tomorrow, branche de Paris EUROPLACE, comme ses trois éditions précédentes, ce nouveau Bilan mondial de la finance climat dresse un état des lieux détaillé et un suivi de l'action climat réalisée par les banques, les assureurs et les investisseurs. Il présente aussi les dynamiques du marché avec l'évolution et l'offre des produits financiers verts.

L'édition 2022 rend compte de 6 grands enseignements. En dépit d'une vague d'adhésion à l'objectif de neutralité carbone, les banques, assureurs et gestionnaires et propriétaires d'actifs peinent encore à prendre des engagements concrets sur la sortie des énergies fossiles.



Toutefois, les financements fossiles baissent pour la deuxième année consécutive (Fossil Fuel Finance Report, 2022). 632 Md\$ de flux financiers pour le climat ont été mobilisés en 2019-20, 10% de plus que les deux années précédentes.

En dépit d'une hausse de 53 % par rapport à 2017-2018, les flux financiers pour l'adaptation mesurés en 2019-2020 restent très éloignés de la parité visée par l'accord de Paris. L'atténuation représente donc toujours 90 % de ces financements (Climate Policy Initiative, 2021).

Du marché des obligations vertes (522,7 Md\$, +75 % en un an, Climate Bond Initiative, 2022) aux marchés des crédits carbone volontaires (2 Md\$, x4 en un an, Ecosystem Marketplace, 2022), les instruments financiers au service de la transition sont en plein essor.

Avec l'adoption du règlement européen SDFR axé sur l'impact des produits financiers sur l'environnement et la taxonomie verte, l'Europe fait figure de leader mondial en matière de transparence sur la finance climat.

La multiplication des taxonomies, récentes (ASEAN) ou plus anciennes (Chine), et des règles sur la transparence climatique des acteurs financiers (Etats-Unis), renforcent la régulation des investissements verts, mais réclame aussi une harmonisation entre acteurs.

En France, aux Pays Bas, au Royaume Uni et au

niveau de la Banque centrale européenne, les premiers stress tests climatiques réalisés par les superviseurs révèlent l'exposition particulière des acteurs financiers européens aux risques de transition. Pour autant, en raison de leur nature expérimentale, aucun de ces premiers stress tests ne devrait déboucher sur des obligations de fonds propres liées au climat.

En pleine expansion, le marché ESG est en quête de standardisation des normes de transparence. Un record a été investi dans les fonds spécialisés ESG en 2021 : mais le marché demeure marqué par les faiblesses de la transparence des données ESG en termes de transparence, de fiabilité et de standardisation.

Ronan Dantec Président de Climate Chance " À un an du Global Stocktake, qui marquera la première évaluation des progrès des États dans la mise en application de l'accord de Paris, cette quatrième édition du Bilan mondial de la finance climat réalisée par Climate Chance et Finance for Tomorrow est une contribution majeure pour observer le chemin parcouru dans la mobilisation des acteurs et des instruments financiers pour le climat ".

Tandis que, Thierry Déau Président de Finance For Tomorrow, estime que, " le défi de la finance se trouve désormais dans sa capacité, concrète, à soutenir la transition écologique afin d'en faire une réalité économique. Je me réjouis de ce partenariat unique entre Finance for Tomorrow et Climate Chance, qui permet d'établir une analyse synthétique et globale des grandes orientations de la finance climat, afin d'éclairer l'ensemble des parties prenantes".

Le One planet Summit qui se tient à Libreville se présente donc comme une opportunité de faire progresser et renouveler l'ambition collective concernant la préservation et la gestion durable des forêts, qui sont essentielles pour relever les défis mondiaux interdépendants, au premier plan desquels le changement climatique et la perte de biodiversité.

En marge du Forum, Climate Chance organise deux événements :

1). Side-event sur la Connectivité écologique et compensation : Une opportunité de reconquête de la biodiversité ? S'appuyant sur un panel de haut-niveau composé d'acteurs politiques, financiers, de terrain, représentants du monde de la compensation, ce side-event permettra de débattre le plus concrètement possible de la façon de lier la finance carbone aux projets de conservation pour le bénéfice des populations locales et de la biodiversité.

2). Puis, une réunion de la Coalition internationale : Corridors de biodiversité en Afrique, événement à huit clos, sur invitation. (Source : Climate Chance)

A propos

C'est en 2023 que Finance for Tomorrow devient Institut de la finance durable.

pour mieux fédérer et accélérer les actions engagées par les institutions financières de la Place et les entreprises françaises pour la réalisation de la transition énergétique et environnementale. La priorité de l'Institut est en effet de définir et mettre en œuvre le plan de financement de la transition écologique mais aussi de développer les outils opérationnels nécessaires à l'action



LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS D'AFRIQUE CENTRALE (BDEAC) VERS UN ECODEVELOPPEMENT DURABLE AUTREMENT

One Forest Summit

1^{er}-2 mars Gabon 2023

FINANCE

La Banque entend désormais, relever les défis inscrits dans les trois sphères d'objectifs, pour répondre aux problématiques économique, sociale et environnementale.

L'écodéveloppement, est la mise en œuvre d'une politique économique dominante, permettant de repenser les activités humaines pour les rendre compatibles avec les grands cycles écologiques

Dans le cadre de sa stratégie 2023-2027 la BDEAC voudrait promouvoir l'écodéveloppement pour soutenir le développement durable et la résilience climatique dans la sous-région

La Banque entend soutenir le développement durable des Pays de sa zone d'intervention la CEMAC et de contribuer à l'intégration économique des Pays de l'Afrique Centrale, notamment par le financement des investissements nationaux, multinationaux et des projets d'intégration économique.

Elle souhaite apporter son concours aux États, aux organisations sous-régionales, aux institutions financières et aux opérateurs économiques, dans leurs efforts pour la mobilisation des ressources financières et le financement des projets notamment pour préserver les écosystèmes et lutter contre le changement climatique.

Avec l'ambition d'appuyer les États, les organisations sous-régionales et les opérateurs économiques, dans le financement des études de faisabilité des programmes et projets. En atteste : le Fond bleu pour le bassin du Congo (F2BC). Créé par 17 pays africains pour répondre aux enjeux climatiques, tout en visant l'intégration régionale et le bien-être des populations autour du fleuve, F2BC est un enjeu majeur pour la BDEAC.

Domicilié à la BDEAC depuis septembre 2021, et en tant qu'agent financier du Fonds, la banque assure la gestion financière et comptable des ressources, procède à l'instruction des opérations soumises par la CCBC et au suivi des opérations de financement. À ce titre, et conformément aux engagements formalisés dans la Convention signée le 7 décembre 2022 avec la CCBC, la BDEAC s'engage à mettre en place le schéma organisationnel nécessaire à la bonne gestion du fonds, à la collecte et l'allocation des fonds aux projets retenus, ciblant l'engagement d'au moins 90% des ressources mobilisées.

Dans ses efforts continus dans la lutte contre le changement climatique, et face au large panorama de sources de financement vert,

la BDEAC souhaite concentrer ses efforts pour obtenir l'accréditation aux 2 fonds principaux mis en place par la CCNUCC et par lesquels transitent les principaux flux du financement public international de la lutte contre le changement climatique : le Fonds Vert pour le Climat (FVC) et le Fonds d'adaptation au changement climatique (FACC). la BDEAC est Delivery Partner En complément à la demande d'accréditation au FVC, la BDEAC soumettra une demande d'accréditation au FACC afin d'accompagner les États de la CEMAC dans leurs efforts de résilience climatique.

La Banque souhaite se positionner au centre de ces problématiques, dans une démarche active d'identification et de financement des projets durables. 25% des nouveaux engagements y seront dédiés à l'horizon 2027, selon des critères définis combinant les aspects économiques, sociaux et environnementaux.

La BDEAC proposera ainsi, des produits innovants et pertinents pour accompagner le financement de ces projets et de leur chaîne de valeur, à l'instar des projets d'énergies renouvelables nécessitant l'accompagnement coordonné des sociétés de distribution pour la mise en place de contrats d'énergie viables.

La Banque sera ainsi un agent fédérateur en faveur des projets durables en les promouvant auprès de partenaires institutionnels et financiers pour obtenir leur participation active sur les aspects techniques du financement et du co-financement.

Un rôle fédérateur de la Banque qui pourrait faire de la BDEAC, un interlocuteur privilégié pour accompagner la mise en place du cadre institutionnel et la mise en œuvre de la gouvernance encadrant :

L'origination des projets éligibles dans la sous-région ;

L'accompagnement des projets à la certification aux principaux standards internationaux (Verra VCS, Gold Standard, etc.), notamment par le financement des activités d'ajustements et du processus de certification ;

La valorisation des crédits carbone au prix juste, estimé aujourd'hui entre USD 20 à 30 la tonne alors que les transactions sont autour des USD 10 la tonne ;

La définition des processus de vente idoines ;

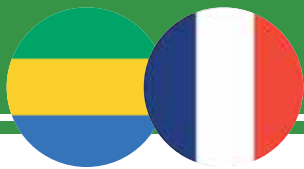
La comptabilisation des échanges des crédits carbone de la sous-région en garantissant une comptabilisation unique des crédits carbone échangés.

Des études seront lancées dans le cadre du présent Plan Stratégique pour établir le dimensionnement spécifique de la place boursière des crédits carbone issus du Bassin du Congo ainsi que sa structuration en définissant l'expertise de la Banque dans le développement, le financement et la liquidité du marché. Dans ce cadre, la BDEAC assurera l'assistance nécessaire aux États et la coordination des efforts avec les partenaires financiers et non financiers impliqués.

La validation de l'opportunité de développement de cette nouvelle expertise est également tributaire de la stabilisation de la situation actuelle de la Banque au regard des aspects financiers et organisationnels.

La mise en œuvre du dispositif de suivi-évaluation du Plan Stratégique 2023-2027 permettra notamment à la BDEAC de mettre en place les procédures, les outils et la gouvernance nécessaires afin de mesurer son impact et sa contribution à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).





One Forest Summit

1^{er}-2 mars Gabon 2023

FINANCE

AIDER LES PAYS LES PLUS VULNERABLES EST UN IMPERATIF MAJEUR

Si les États africains admettent tous l'importance des dégradations environnementales et, la nécessité de respecter des équilibres écologiques dans leurs agendas de développement, suite aux effets des changements climatiques. Les pays développés en sont largement responsables, d'où l'urgence d'aider les pays les plus pauvres.

Pour Mathieu MÉRINO, expert politique et spécialiste de l'Afrique Chercheur associé à la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), les pays les plus pauvres sont, pour la plupart, déjà touchés par la dégradation environnementale et des tensions sur les ressources ; par ailleurs, ils n'auront pas les moyens de s'adapter au changement climatique, risquant alors d'être davantage déstabilisés.

Dans ce contexte, la question environnementale en Afrique devient indissociable de la problématique du développement. L'enjeu ici est de savoir comment atténuer les menaces posées par la modification du climat sans compromettre l'objectif de forte croissance indispensable pour faire face au défi démographique et, réduire durablement la pauvreté et les inégalités frappant le continent.

Le Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat (GIEC) soutient que, la température moyenne annuelle devrait, dans les trente prochaines années, partout augmenter de 2 à 3°C, notamment dans les régions arides avec localement des pics entre +4 et +6°C. Ces variations devraient affecter le rythme des saisons et donc l'intensité des précipitations.

MOINS

Une forte diminution des pluies est ainsi considérée comme très probable en Afrique du Nord et en Afrique australe, aggravant les phénomènes de sécheresses. À l'inverse, elles devraient croître sur les hautes terres d'Afrique de l'Est et de la Corne, avec une multiplication des inondations.

À l'image des autres régions de la planète, les experts du GIEC prédisent également que les changements climatiques entraîneront davantage d'événements climatiques extrêmes, tels que des sécheresses, inondations, cyclones, tempêtes de sable, et feux de forêt et que ceux-ci deviendront de plus en plus dévastateurs.

risquent d'aggraver les pénuries. Or ce constat est particulièrement inquiétant au regard de la situation actuelle. En effet, les ressources en eau subissent déjà de fortes pressions.

Seul un africain sur deux bénéficie aujourd'hui d'un accès durable à l'eau potable et les projections à cinq ans prévoient que près de la moitié des 54 pays qui composent le continent connaîtront un état de stress hydrique ou bien de pénurie.

HAUSSE

L'augmentation prévue de la fréquence et de la gravité de ces phénomènes risque d'engendrer des déplacements conséquents de population des zones vulnérables vers des endroits plus moins exposés, sans compter le poids

L'approvisionnement en eau est au cœur des perspectives de développement du continent africain. Si l'Afrique dispose aujourd'hui de 9 % des ressources mondiales en eau douce renouvelable pour 15 % de la population, ses besoins en eau potable devraient tripler d'ici 10 ans, du fait notamment de l'essor démographique, de l'urbanisation, de l'agriculture et du développement des activités, alors que dans le même temps les changements climatiques risquent d'aggraver les pénuries. Or ce constat est particulièrement inquiétant au regard de la situation actuelle. En effet, les ressources en eau subissent déjà de fortes pressions.

Seul un africain sur deux bénéficie aujourd'hui d'un accès durable à l'eau potable et les projections à cinq ans prévoient que près de la moitié des 54 pays qui composent le continent connaîtront un état de stress hydrique ou bien de pénurie.

> Affrètements aériens, vols à la demande
charter and on-demand flights
 > Location
Aircraft leasing
 > Achat et vente d'avions
Aircraft sales and purchase

VMS AERO

VMS AERO, votre partenaire aéro avec une présence mondiale :
 VMS AERO, your aéro partner with a global presence :

United Kingdom, Canada, United Arab Emirates, Gabon

Contacts :
 Email : contact@vms.aero
 Tél : +33 6 20 31 19 03 / +241 62 24 24 02

Cargo aircraft / avion cargo
 Corporate, VIP & Medevac aircraft / Avion d'affaires, VIP & médicalisés
 Commercial Aircraft / avion de ligne
 VIP & OGP Helicopters / hélicoptères, VIP & OGP

Les meilleures adresses du Gabon !





www.lepratiquedugabon.com

L'APPLI INDISPENSABLE ET GRATUITE SUR VOTRE SMARTPHONE



À télécharger sur



Suivez-nous sur  





MARCHÉ DE CARBONE AU GABON

Le Gabon va mettre sur le marché un stock de crédits carbone estimé à plus de 1 milliard \$.

«Exploiter la forêt pour sauver la forêt.», Pr Lee White... dans une interview accordée à la chaîne TV Gabon 24, en décembre 2022, le ministre en charge des Forêts, avait déclaré que le Gabon s'apprête à mettre sur le marché 90 millions de tonnes de crédits carbone.

One Forest Summit
1-2 mars Gabon 2023

FINANCE



« Lors de la Cop 27 [en Égypte, NDLR], on a eu une validation définitive de nos crédits carbone : 90 millions de tonnes de crédits carbone gabonais validés par la Convention climatique des Nations unies. Ces crédits créés par le ministère de l'Environnement ont été transférés à notre Fonds souverain (FGIS) qui va être responsable de les vendre. Ça fait six semaines que nous avons créé 90 millions de tonnes et le prix du marché c'est 14 dollars à peu près par crédit ».

Ainsi, si le prix d'un crédit carbone est de 14 dollars cela signifie que le Gabon attend 1,26 milliard de dollars pour les 90 millions de crédits carbone en cours d'émission sur le marché, soit 773,39 milliards FCFA. Mais, prévient-il, « ce n'est pas sûr qu'il y ait assez d'acheteurs ». Il mise néanmoins sur ces sociétés qui émettent du CO₂ et qui n'arrivent pas à réduire rapidement leurs émissions, mais qui ont la possibilité d'acheter des crédits carbone pour compenser ces émissions. Le pays séquestre annuellement l'équivalent de 140 millions de tonnes de carbone, alors qu'il n'en émet que 35 000, rappelle Le Nouveau Gabon. Ainsi, fort d'une différence de plus de 139,9 millions de tonnes de carbone chaque année, le Gabon peut vendre son crédit carbone aux entreprises qui en ont besoin. Le pays a été certifié au crédit carbone de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Ccnucc) sur la période 2010-2018.

Le Gabon a déjà vu ses efforts récompensés en juin 2021 par la Norvège. Ce pays européen a décidé de lui octroyer un financement de 17 millions de dollars soit environ 9,3 milliards FCFA pour son engagement en faveur de la protection de ses forêts. Cette enveloppe est la contrepartie du carbone supplémentaire séquestré entre 2016 et 2017, grâce aux mesures mises en œuvre au Gabon dans le but de lutter contre la déforestation.

Les Fonds souverains One Planet entrent dans la danse **Identifier les risques et les opportunités liés au climat**

Du fait de leur taille et de leurs perspectives d'investissement, les fonds souverains sont particulièrement à même de favoriser la création de valeur à long terme et des résultats durables au niveau des marchés.

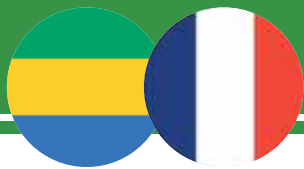
Portée par le Président Macron, cette initiative a été lancée en décembre 2017 lors du Sommet One Planet. L'objectif étant de contribuer à intégrer les risques et les opportunités d'ordre financier en rapport avec les changements climatiques à la gestion d'importants portefeuilles d'actifs de long terme.

Le Fonds souverains One Planet a pour objectif de favoriser l'intégration de l'analyse des changements climatiques à la gestion de portefeuilles d'actifs de grande taille, à long terme et diversifiés. À partir des bonnes pratiques suivies actuellement par ce secteur, il vise à promouvoir, parmi les détenteurs d'actifs à long terme, une conception commune des grands principes et des principales méthodologies et indicateurs en rapport avec les questions climatiques. Il a également pour but d'identifier les risques et les opportunités liés au climat dans leurs investissements et d'améliorer leurs cadres de prise de décisions en matière d'investissements afin de

mieux définir les priorités des fonds souverains en tant qu'investisseurs et participants aux marchés financiers.

Les argentiers du Fonds. Qui sont-ils ?

Cette annonce constitue l'aboutissement de six mois de travaux menés en 2017 par le Groupe de travail des fonds souverains One Planet, composé de l'Autorité d'investissement d'Abou Dabi, de l'Autorité d'investissement du Koweït, du Fonds de pensions de Nouvelle-Zélande, du Fonds de gestion des investissements de la Banque de Norvège, du Fonds d'investissements publics du Royaume d'Arabie saoudite et de l'Autorité d'investissement du Qatar qui, au total, gèrent plus de 3.000 milliards de dollars d'actifs. La Société d'investissement du Gouvernement de Singapour (GIC) a également participé en qualité d'observateur



One Forest Summit

1^{er}-2 mars Gabon 2023

CLIMAT

DEVELOPPEMENT DURABLE - CHANGEMENT CLIMATIQUE (Partie 3 suite de la page 8)

A contrario, la difficulté réside particulièrement au niveau de la conservation et de la valorisation de la biodiversité, notamment des écosystèmes forestiers. L'accord obtenu lors de la Cop 15 de la convention sur la Diversité biologique tenue à Montréal s'avère très ambitieux mais pourrait connaître quelques difficultés dans sa mise en œuvre au niveau de certains pays. En effet, celui-ci prévoit la protection de 30 % des terres et de 30 % des mers à échéance 2030. Or, pour le Gabon, avec 11% de son territoire déjà consacré aux parcs nationaux, passer à 30% à l'horizon 2030 exigerait quelques arbitrages douloureux au niveau de la commission d'affectation des terres. Cette extension des aires de conservation mettrait-elle un terme au conflit homme - faune ? Rien n'est moins sûr. Toutefois, le nouveau cadre de la biodiversité offre de réelles opportunités financières qui devraient inciter les Etats à élaborer et mettre en œuvre des stratégies de conservation et de valorisation de leur biodiversité. Cependant, les donateurs étant quasiment les mêmes que pour le climat, il y a donc lieu de tempérer cet optimisme.

On parle de moins en moins du protocole de Nagoya qui était pourtant annoncé comme un levier financier essentiel pour la valorisation de la biodiversité et des savoirs traditionnels. Qu'est-ce qui n'a donc pas marché ? Avec autant d'atouts naturels, les pays du Bassin du Congo n'ont peut-être pas suffisamment exploré tous les avantages liés à ce traité que le Gabon a pourtant porté au plus haut niveau, pour le compte du continent africain. Il est peut-être temps pour le Gabon d'asseoir réellement les instruments nécessaires pour la valorisation de sa biodiversité. Les services environnementaux sont une source de revenu durable encore inexploité. Pour un pays aussi richement doté, le paiement des services environnementaux et la valorisation des écosystèmes devraient fournir les éléments d'une comptabilité verte. Le pays doit s'engager sur la voie des financements verts pour répondre localement aux défis de la conservation et contribuer à une meilleure diversification de son économie. A ce propos, le nouveau cadre pour la biodiversité pourrait-il être une opportunité de plus pour le financement du sempiternel conflit homme-faune.

mondiale et locale. Dès lors, aucune initiative ne sera jamais de trop, tant qu'elle contribuera à sauver la planète et garantir la paix et la sécurité. Le One Forest Summit s'inscrit donc dans cette logique permanente de recherche de solutions. Les deux pays organisateurs de cette rencontre entretiennent une longue collaboration sur les questions environnementales et soutiennent assez régulièrement des positions diplomatiques assez fortes sur les questions écologiques, de paix et de sécurité. Aussi, le One Forest Summit apparaît-il comme une convergence de vues et de convictions des deux hommes d'Etat, Ali Bongo Ondimba et Emmanuel Macron.

Le One Forest Summit n'est pas une Conférence des Parties. Mais il devrait néanmoins réunir les trois bassins forestiers tropicaux, à savoir : le Bassin d'Amazonie, le Bassin du Congo et le bassin du Bor-néo-Mékong. Ces trois bassins forestiers, représentent, à eux seuls, 80% des forêts tropicales du monde et les deux tiers de la biodiversité terrestre. Ils assurent la subsistance d'au moins un milliard de personnes. Les forêts tropicales renferment environ 470 milliards de tonnes de CO2, soit plus de la moitié du carbone terrestre mondial et près du double de la quantité qui s'est accumulée dans l'atmosphère depuis le début de la révolution industrielle. Parmi leurs fonctions protectrices, les forêts tropicales assurent un rôle primordial dans la régulation des eaux douces de certaines grandes régions du globe. Elles permettent de réduire l'érosion des sols et de créer des microclimats qui préservent, et parfois optimisent la productivité agricole.

D'un bassin à un autre, les forêts tropicales sont en constante régression à cause des activités anthropiques et des menaces régulières qui pèsent sur elles. De nombreuses espèces végétales ou animales sont aujourd'hui menacées à cause des activités anthropiques. Selon l'UICN plus de 50.000 espèces auraient disparu des régions tropicales, entre 1955 et 1990. Proche de nous, les gorilles des montagnes du Rwanda, par exemple, ont ainsi payé un lourd tribut à l'exploitation forestière.

Par ailleurs, 185 pays ont ratifié l'accord de Paris, s'engageant à maintenir la hausse de la température mondiale bien en deçà de 2° Celsius au cours de ce siècle, et à prendre des mesures pour limiter le réchauffement à 1,5° Celsius. Pour atteindre cet objectif, les parties ont convenu que les émissions nettes de gaz à effet de serre doivent être réduites à zéro d'ici à 2050. Il s'agit là d'une ambition monumentale, à la limite surréaliste

pour une économie mondiale reposant sur les énergies fossiles émettrices de CO2 et sur l'agro-industrie à grande échelle. En raison du rôle crucial des forêts tropicales dans le cycle mondial du carbone, il est impossible d'atteindre l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5° Celsius sans une action urgente pour les protéger. Comme on peut s'en douter, l'importance des forêts tropicales a progressivement hissé les écosystèmes forestiers tropicaux au rang de bien commun de l'humanité.

En considération de ce qui précède, les pays des trois bassins forestiers devraient logiquement bénéficier d'une assistance financière et technologique de la part des pays industriels, responsables des effets des changements climatiques. L'adaptation comme l'atténuation ont un coup que les pays en développement ne peuvent supporter. Il est temps que les engagements et les promesses tiennent lieu de dette. Que ceux qui s'engagent à payer paient effectivement. Les experts du Bassin du Congo ont régulièrement participé aux études sur le climat et la biodiversité. Ils participent comme les autres aux différentes négociations internationales sur les différents traités relatifs à l'environnement. En fonction du format retenu pour ce sommet, les inscriptions étant libres, ils devraient y être et se feront entendre si nécessaire.

ECONOMIE GABON +

Le Gabon Co organise avec la France le One Forest Summit. Quel est selon vous l'intérêt de cette rencontre de très haut niveau, trois mois après la Cop 27 ? Pourquoi tant d'intérêt pour les forêts tropicales ? Quel est le niveau d'implication de nos experts, dans les objectifs suivants : coopération scientifique ; promotion de chaînes de valeur durable ; sources de financement ?

Le dernier rapport publié par le GIEC réaffirme que la crise climatique ne connaît aucune frontière. A l'image de ce que nous a prouvé la pandémie du Covid-19, elle menace toute la planète et l'économie mondiale. Il montre également pourquoi la communauté internationale doit continuer de toute urgence à mener une action ambitieuse en faveur du climat, même si reste confronté à d'autres défis mondiaux urgents. Nous connaissons les risques importants que le changement climatique fait peser sur la santé de milliards d'individus et sur la sécurité des Etats. A cet effet, les Nations Unies ont rappelé que le climat joue un rôle décisif pour façonner la trajectoire de la paix et de la prospérité dans le monde. Alors que les décisions politiques et économiques sont les principaux moteurs des conflits, le changement climatique constituera une menace croissante pour la stabilité

ECONOMIE GABON +

Votre mot de fin

Le One Forest Summit ne sera pas la première réunion des trois Bassins. En effet, une initiative similaire avait déjà eu lieu à Brazzaville en juin 2011. Malheureusement, elle fut sans lendemain. Plus récemment, en marge de la Cop 27, le Brésil, l'Indonésie et la RDC, soit les ténors des trois bassins forestiers sont parvenus à un accord pour la défense des intérêts communs des trois Etats dans les négociations internationales aussi bien en matière de climat que pour la biodiversité. Il est logique que les autres Etats membres des différents bassins adhèrent à cet accord pour former une réelle coalition des trois Bassins qui aurait plus de poids dans les négociations. Dès lors, les pays devraient œuvrer à la mise en place d'une coopération Sud-Sud, en vue d'une gestion durable des forêts des 3 bassins. Les objectifs seront tout autant de contribuer à la régulation et à la stabilisation du climat planétaire qu'à la lutte contre la pauvreté et au développement économique des pays concernés. Si tel est le cas, Libreville aura, une fois de plus fait œuvre utile dans la lutte contre le changement climatique et la protection des forêts.

+ À L'ÉCOUTE + INFORMÉS + CONNECTÉS

Découvrez gratuitement l'actualité économique du Gabon

NOTRE FORCE RÉSIDE DANS NOS PROPRES VALEURS ET SE DÉCLINE EN QUELQUES LIGNES

7. NOS RUBRIQUES

Les Échos de l'Économie Gabonaise – Grande distribution – Développement durable – RSH/HSE – Économie numérique – Agriculture & Agrobusiness – Ressources minières – Transports, Logistique, Tourisme – BTP – Éducation, Formation – Banques & Assurances... et aussi, Portrait – Santé – Agenda, Conso.

6. LA DISTRIBUTION

Les 12 000 journaux édités chaque mois sont distribués par nos soins à titre personnalisé à tout l'appareil politique, aux directeurs généraux et aux chefs d'entreprises. Il est aussi mis à disposition dans tous les grands hôtels de la place, à l'aéroport et dans les avions, les ONG, les banques et les assurances, les ambassades du Gabon à l'étranger et celles implantées au Gabon, bibliothèques, grandes écoles et les institutions : Unesco, Unicef, OMS...

1. CONSTANCE

Maintien d'une ligne éditoriale objective, claire et précise relative à l'économie. Respect de la déontologie du métier : relater, relayer l'information telle qu'elle nous est transmise et après vérification.

2. NOTRE ÉQUIPE

Fidèle, passionnée et très organisée. Tout est intégré : la rédaction, les secrétariats, l'infographie, la relecture et la correction, le community management, la distribution. Seule l'impression est externalisée.

3. POURQUOI EST-IL GRATUIT

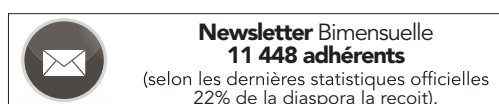
Parce que c'est une forme de liberté et qu'elle est en adéquation avec le mode de fonctionnement des réseaux sociaux sur lesquels nous sommes très présents.

4. LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

Seuls les reportages et les achats d'espaces sont payants selon des tarifs fixés.

5. NOTRE CIBLE

Principalement les leaders d'opinion et les chefs d'entreprises ainsi qu'un large public.



L'ensemble de ces vecteurs de communication est à votre disposition selon vos messages à transmettre, votre actualité, le public à atteindre et la période concernée.



Gabon, champion de la Biodiversité

